

Synthèse réunion 16/02/2019

Thématique Transition écologique / organisation et services de l'État

Les participants ont fait preuve d'écoute réciproque, respect du temps de parole. Pas de manifestation d'hostilité.

La réunion a débuté par un éclairage philosophique (Françoise Fourquet-Turrel — philosophe) sur la relation de l'homme à la nature suivi d'un autre abordant la question de l'énergie (Alain Baus — consultant). La seconde thématique liée à "l'organisation de l'État", fut initiée, sur la question des différents niveaux et types de représentation (Joel Raimondi — consultant).

La thématique de "la transition écologique" a été plus approfondie que la celle de "l'organisation de l'État" ; les habitants de Taurinya (que leurs familles soient ici depuis longtemps ou qu'ils aient fait le choix de vivre dans un petit village de montagne), ont une sensibilité particulière à l'écologie et avec eux, nombreux sont ceux qui regrettent la nécessité de devoir utiliser leur voiture pour se rendre sur les zones d'emploi du département, souvent jusqu'à Perpignan.

La transition écologique est ressentie par les participants comme une URGENCE.

Il semble que les participants dans leur ensemble n'aient pas tenu compte du facteur économique dans leur propositions. La question restait centrée sur la transition écologique, l'urgence unanime de la mise en œuvre de solutions luttant contre le réchauffement climatique et la lutte contre les gaz à effet de serre a occulté le facteur économique ; autrement dit **il s'agit de privilégier l'écologie à l'économie** ; la question du coût de cette priorité n'a pas été évoquée.

La thématique initiale de "l'organisation de l'État" a souvent glissé vers des questions relevant de la thématique "Démocratie et Citoyenneté", notamment sur toutes les questions touchant aux différents échelons de la représentation nationale.

La question des services publics est devenue secondaire sans doute à cause de la nécessité d'exprimer la forte méfiance ressentie à l'encontre de la classe politique, soit parce qu'elle est perçue comme déconnectée des réalités quotidiennes des Français, soit parce qu'elle est perçue comme trop attachée à ses propres intérêts.

Ces idées cependant ne sont pas exprimées lorsqu'il s'agit des Maires qui jouissent d'un potentiel de confiance plus élevé.

L'État et sa structure apparaissent complexes, tout comme les lois et règlements qui régissent les différents secteurs de la vie quotidienne et que les citoyens souhaiteraient plus accessibles :

moins de lois, mais plus de lisibilité.

Les participants ont évoqué les politiques de décentralisation et de déconcentration sans émettre de proposition particulière.